

ENQUÊTE

Le dossier Zemmour

Idéologie, image, électorat

- _ Gilles Finchelstein (coordination)
- _ Antoine Bristielle _ Victoria Gérard
- _ Tristan Guerra _ Milo Lévy-Bruhl
- _ Raphaël Llorca _ Frédéric Potier
- _ Mathieu Souquière _ Brice Teinturier

L'enquête électorale 2022 / Vague 2

La Fondation Jean-Jaurès est partenaire de l'« Enquête électorale française » réalisée par Ipsos Sopra-Steria en partenariat avec *Le Monde* et le Cevipof-Sciences Po. Il s'agit d'un dispositif inédit permettant de suivre tout au long de la campagne présidentielle un panel de plus de 16 000 personnes à différents moments clefs.

Dans ce dossier, les analyses qui reposent sur des données (sociologiques et électorales) s'appuient sur la vague 2 de cette enquête, réalisée du 7 octobre au 13 octobre 2021, et rendue publique dans le journal *Le Monde* le 22 octobre 2021.

16 228 personnes ont été interrogées, constituant un échantillon national représentatif de la population française, inscrite sur les listes électorales, âgée de dix-huit ans et plus.

L'échantillon a été interrogé par Internet *via* l'Access Panel Online d'Ipsos selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération, région).

Avant-propos

– Gilles Finchelstein

Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

Voici les premières pièces du dossier Zemmour.

Il n'est plus possible de se contenter d'une dénonciation morale ou d'une dénonciation juridique d'Éric Zemmour – quand bien même l'une et l'autre disposeraient de solides fondements.

Il n'est plus possible de concentrer ses critiques sur les médias ou les sondages – qui créeraient une « bulle » artificielle.

Il est aujourd'hui indispensable de prendre la percée d'Éric Zemmour au sérieux, c'est-à-dire de la comprendre pour pouvoir mieux la combattre.

Tel est l'objet de ce dossier.

Comprendre à quelle idéologie il se rattache – celle de Drumont ? celle de Bainville ? celle de Maurras ? – et, surtout, comprendre quel est le projet de Zemmour : « glorifier les persécutions d'hier pour justifier celles de demain », pour reprendre la formule de Milo Lévy-Bruhl et de Frédéric Potier.

Prendre la mesure de la « secousse » Zemmour – dont Raphaël Llorca propose une lecture originale, sur la secousse « narrative » et « esthétique », mais aussi sur la secousse « stratégique » où, loin de prôner le rassemblement comme cela se fait traditionnellement, il agite le spectre de la guerre civile et de la « campagne à mort ».

Mettre en perspective ce qu'il se passe depuis la rentrée de septembre en mettant en lumière sur quels fondamentaux de l'opinion s'appuie Éric Zemmour, entre progression du populisme et, surtout, « extrême-droitisation » d'une partie de la droite traditionnelle pour simplifier la thèse de Mathieu Souquière.

Et puis, aussi, décortiquer les innombrables données du panel électoral lancé par la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof, *Le Monde* et Ipsos. S'appuyant sur un panel de plus de 16 000 électeurs inscrits sur les listes électorales, il offre un échantillon de 1 422 électeurs d'Éric Zemmour qui donne des informations robustes et inédites. Sur les électeurs potentiels d'Éric Zemmour, dont Antoine Bristielle et Tristan Guerra analysent qui ils sont et ce qu'ils pensent. Sur les traits d'image et le positionnement du candidat lui-même qu'analyse Victoria Géraut. Sur le climat de radicalité extrême dans lequel se déroule plus largement cette pré-campagne dont nous montrons, avec Brice Teinturier, qu'il ne correspond que très imparfaitement à l'état d'esprit de l'opinion.

Éric Zemmour, une percée et des limites¹

– Gilles Finchelstein

Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

– Brice Teinturier

Directeur général délégué d'Ipsos en France

Éric Zemmour, avant même qu'il ait déclaré sa candidature à l'élection présidentielle, réalise une percée inédite par sa rapidité et par son ampleur : obtenant selon les hypothèses entre 16 % et 16,5 % des intentions de vote, il se trouve en capacité de se qualifier pour le second tour. Grâce à la taille de l'échantillon et à la diversité des questions, l'analyse des plus de 1 400 électeurs d'Éric Zemmour permet de mieux cerner le phénomène et ses limites.

Première caractéristique, l'électorat d'Éric Zemmour est idéologiquement très marqué. Ses électeurs se positionnent eux-mêmes à 65 % comme « radicaux » ou « très radicaux » contre 31 % des Français. Ils n'ont pour préoccupation que l'immigration (75 %) et la délinquance (51 %) – respectivement 46 points et 24 points au-dessus de la moyenne – inversement, ils n'accordent guère d'importance à l'environnement (12 %) ou aux inégalités sociales (7 %). Ils estiment à 96 % que l'islam est une menace pour la République et à 98 % qu'il faut fermer davantage la France sur le plan migratoire. Ils sont « inquiets » (21 %), « révoltés » (10 %) ou « en colère » (9 %) – ces sentiments se situent au total 17 points au-dessus de la moyenne des Français.

Deuxième caractéristique, une partie de son électorat est solidement arrimée. Grâce au panel Ipsos, on peut déterminer ce que ses électeurs déclaraient

vouloir voter en avril dernier : 9 de ses 16 points d'intentions de vote proviennent d'électeurs de Marine Le Pen, 2 de Xavier Bertrand, 1 de Nicolas Dupont-Aignan, 1 d'Emmanuel Macron et 2, enfin, d'électeurs qui n'avaient pas l'intention d'aller voter ou n'exprimaient pas d'intention de vote. Une partie peut demain se retirer, mais le phénomène dépasse la « bulle médiatique ». 57 % de ses électeurs pensent, en effet, qu'il sera qualifié pour le second tour et élu. 83 % d'entre eux estiment qu'il a l'étoffe d'un président de la République.

Troisième caractéristique, l'électorat d'Éric Zemmour est sociologiquement assez équilibré – et c'est une force si on le compare aux électorats de Marine Le Pen ou de Xavier Bertrand. Il réalise, en effet, des scores relativement proches quel que soit l'âge des électeurs, de 13 % chez les moins de trente-cinq ans à 17 % chez les plus de soixante ans – cet écart de 4 points entre les plus jeunes et les plus âgés étant de 13 points pour Xavier Bertrand. Il réalise des scores relativement proches également entre les principales professions, de 14 % chez les CSP+ à 16 % chez les CSP- – cet écart de 2 points culminant à 18 points pour Marine Le Pen. À l'inverse, et c'est une faiblesse très importante, il est de tous les candidats celui qui connaît relativement la plus forte désaffection du vote des femmes. Peu à peu,

1. Ce texte a été publié dans *Le Monde* le 22 octobre 2021.

Marine Le Pen a réduit ce que les politologues appellent le *gender gap* et, dans cette vague, les hommes et les femmes votent en sa faveur dans les mêmes proportions. Éric Zemmour, à l'inverse, affiche un écart de 6 points entre les hommes et les femmes – l'écart montant même à 13 points entre les femmes de moins de trente-cinq ans (8 %) et les hommes de plus de soixante ans (21 %).

Au-delà, la percée d'Éric Zemmour se heurte au premier tour à la résistance de Marine Le Pen – au même niveau que lui dans les intentions de vote – et, notamment, à deux différences majeures entre ces électorats.

La première différence porte sur le social : à 57 % les électeurs de Marine Le Pen approuvent l'idée que « pour établir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres » – exactement dans les mêmes proportions, les électeurs d'Éric Zemmour pensent le contraire. On voit ainsi réapparaître la fracture ancienne entre un Front national social et un Front national libéral.

La seconde différence tient à l'attachement des électeurs de Marine Le Pen à leur candidate : ils sont 90 % à penser qu'elle a « l'étoffe d'une présidente de la République » contre 26 % seulement pour Éric Zemmour ; ils sont 59 % à penser qu'elle sera qualifiée au second tour et élue contre 11 % seulement pour Éric Zemmour.

En d'autres termes, la deuxième phase du siphonnage des électeurs de Marine Le Pen par Éric Zemmour sera infiniment plus difficile que la première.

Mais ce n'est pas tout. L'enquête révèle d'autres limites plus profondes, a fortiori dans l'hypothèse où Éric Zemmour se qualifierait pour le second tour.

D'une part, les Français positionnent Éric Zemmour exactement au même point que l'ancienne présidente du Rassemblement national, c'est-à-dire à l'extrême droite. Sur une échelle de 0 à 10, 0 signifiant très à gauche et 10 très à droite, les Français les positionnent en moyenne l'un et l'autre à 8,8 – 65 % d'entre eux positionnant Éric Zemmour sur les cases 9 et 10 alors que 11 % seulement des Français se positionnent dans cet espace-là.

D'autre part, et peut-être surtout, ses traits d'image sont mauvais. 70 % des Français répondent qu'il n'a pas l'étoffe d'un président de la République – il est sur cette question 37 points derrière Emmanuel Macron et même 10 points derrière Marine Le Pen. 57 % des Français disent qu'Éric Zemmour les inquiète et 71 % qu'il ne donne pas une bonne image de la France à l'international – sur ces deux questions, il est celui de tous les candidats qui réalise les pires performances.

De quoi Zemmour est-il le nom ?

Une forme pathologique de dépolitisation

– Milo Lévy-Bruhl

Doctorant en philosophie politique à l'EHESS (LIER-FYT)

– Frédéric Potier

Codirecteur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès

L'installation d'Éric Zemmour au centre du débat public français s'est faite progressivement. Journaliste politique au *Figaro*, il passe dans les années 2000 d'invité ponctuel à critique hebdomadaire grâce à l'émission de Laurent Ruquier, « On n'est pas couché ». Dans les années 2010, sa visibilité augmente jusqu'à ce que CNews lui confie une émission quotidienne. Mais en 2021, Zemmour franchit un nouveau cap en devenant *le* sujet dont tout le monde parle. Cette progression dans le débat public fut marquée par de nombreuses protestations. Pourtant, les mises en garde du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les condamnations pour injures publiques ou provocations à la haine se succèdent en vain. Quant aux propos polémiques qui à dessein réactivent, à échéances régulières, les mêmes thèmes – de l'incompatibilité répétée de l'islam avec la République au sauvetage supposé des juifs de France par Pétain –, sociologues de l'immigration, historiens de la Seconde Guerre mondiale et autres spécialistes interviennent pour dénoncer les erreurs, les mensonges et autres manipulations. Leur travail est nécessaire¹, il demeure pourtant, lui aussi, inefficace.

Car l'inarrêtable progression d'Éric Zemmour vient de plus loin. Elle fait fond sur une conception dévoyée de la liberté d'expression. Que cette dernière soit absolue, dans les limites de la loi et de l'ordre

public, c'est un acquis du libéralisme. Mais ce caractère absolu vaut pour la sphère privée. Dans la sphère publique, les médias assurent normalement le rôle de régulation qui devrait empêcher que la parole d'un homme seul soit mise à équivalence avec celle dégagée par le consensus scientifique. Une société démocratique bien organisée se donne les moyens institutionnels de progresser vers un idéal de vérité. Pour cela, les chercheurs remplissent, avec les journalistes, une fonction sociale de premier ordre. Les uns et les autres se spécialisent et coopèrent pour que le consensus scientifique établi dans les institutions du savoir vienne nourrir, par le truchement des médias, le débat public et, ce faisant, l'intelligence collective. Que ce soit du côté de la recherche ou du côté des médias, ou plus vraisemblablement dans les lacunes de leur relation, c'est sur fond d'une crise de la régulation de l'espace du débat public que prospère Éric Zemmour. Il en est le symptôme, comme beaucoup d'autres.

Car la spécificité d'Éric Zemmour n'est pas là. Est-elle dans son discours ? Gérard Noiriel a été l'un des premiers à prendre au sérieux la posture zemmourienne et à en proposer une analyse critique. Dans *Le Venin dans la plume*², paru en 2019, l'historien décortique la posture du polémiste. La comparaison entre Éric Zemmour et Édouard Drumont

1. Les interventions médiatiques de l'historien Laurent Joly sont, à cet égard, exemplaires.

2. Gérard Noiriel, *Le Venin dans la plume*. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République, Paris, La Découverte, 2019.

(1844-1917) met en lumière des caractéristiques rhétoriques communes : l'utilisation à outrance d'un discours xénophobe véhément dans des médias de masse, une recherche permanente de la polémique et une maîtrise du buzz, un anti-intellectualisme forcené, une grammaire simpliste organisée autour d'une opposition binaire entre le « nous » (le peuple, la France, la Nation) et le « eux » (les étrangers, les élites, les mouvements de gauche). Assurément, il y a, dans le style, du Drumont chez Zemmour.

Pourtant, ce dernier se réclame davantage de Jacques Bainville (1879-1936), historien contesté, proche de l'Action française, dont le titre de gloire est d'avoir annoncé quelques années avant son déclenchement le second conflit mondial. Jacques Bainville, dont l'antisémitisme est souvent gommé dans les résumés historiques qui lui sont consacrés, a été considéré comme une forme de prophète, de visionnaire des dangers qui menaçaient la France. Mais qui se souvient aujourd'hui que les militants qui suivirent son cortège funèbre en février 1936, reconnaissant Léon Blum qui sortait de l'Assemblée, lui fracassèrent le crâne et l'auraient laissé pour mort sur le pavé si ses amis ne s'étaient interposés, aidés par des passants ?

D'avantage que Bainville, c'est l'ombre portée de Charles Maurras (1868-1952) qui semble inspirer les discours et les écrits du polémiste. Charles Maurras qui, le premier, su marier le nationalisme antisémite et populaire d'un Drumont et l'idéologie monarchiste contre-révolutionnaire de l'aristocratie. Charles Maurras qui, bien plus simplement et précocement que Gramsci, s'était persuadé qu'une bataille politique se gagne d'abord par les récits et, plus exactement, que pour mener à bien une politique il faut en premier lieu l'inscrire dans une histoire de France. Tel est le modèle que reproduit Zemmour. D'une part, réunir la droite et l'extrême droite que l'Affaire Dreyfus d'abord, la collaboration ensuite ont irrémédiablement séparées : ainsi Péguy et Maurras deviennent interchangeable, ainsi Pétain et de Gaulle deviennent complémentaires¹. Mais d'autre part et

surtout, émettre des doutes sur l'innocence de Dreyfus d'un côté et minorer la spécificité de la politique vichyste de l'autre, tout en justifiant les actes de Maurice Papon et en parlant de rafles sous le Front populaire. Bref, faire passer les crimes et les exceptions à l'État de droit pour une norme, si ce n'est un bienfait, et, ce faisant, bâtir le récit qui légitimera demain qu'on se débarrasse de cet encombrant protecteur des droits fondamentaux. L'exhumation d'une France catholique et monarchiste n'est qu'ornementale chez Zemmour. L'objectif est ailleurs : glorifier les persécutions d'hier pour justifier celles de demain. C'est de ce projet que Zemmour est le nom.

Mais s'agit-il d'un projet politique ? L'histoire politique de la France moderne, c'est celle de l'invention de normes et d'institutions destinées à socialiser les individus dans un espace partagé où ils puissent débattre et, par le biais de leurs représentants, légiférer ensemble sur la loi commune, c'est-à-dire s'entendre sur les moyens d'atteindre un idéal partagé de justice et d'émancipation. L'école, les grandes lois de la République, l'État social, toutes ces œuvres de la droite républicaine et de la gauche socialiste n'avaient pas d'autres finalités que de transformer des enfants venus de groupes d'origines diverses en citoyens éclairés d'une même nation. C'est cet objectif qui a pris, en France, le nom de politique. Le projet de Zemmour repose sur le postulat inverse : il n'y a pas de politique possible. Il n'y a, comme il dit, que la vie ou la mort de la France, et sa survie ne passe pas par une politique, mais par des persécutions. Les futures persécutions que Zemmour annonce, notamment dans un entretien au *Corriere della Sera* où il affichait sa volonté de mettre dans des avions et des bateaux des millions de musulmans français (la célèbre « remigration »), sont radicales. Mais ce qu'elles radicalisent, c'est le sens commun de l'époque : Zemmour ne croit pas en la politique. Ainsi, Zemmour se fait le fossoyeur de l'idéal politique français de justice et d'émancipation. Il est le nom de l'inquiétante pathologie de notre dépolitisation².

1. Sur le projet zemmourien de réunion de la droite et l'extrême droite et le rôle d'une réécriture de l'histoire dans ce dernier, on se reportera à deux articles récents : « Éric Zemmour, glaive et bouclier de l'extrême droite » par Gaston Crémieux (Le DDV, 15 octobre 2021) et un compte rendu de son dernier livre, « Les illusions confuses d'Éric Zemmour » par Baptiste Roger-Lacan (Le Grand Continent, 1^{er} octobre 2021).

2. Sur le projet zemmourien comme symptôme de notre dépolitisation, on se reportera à l'article de Bruno Karsenti et Danny Trom, « Zemmour cascadeur », publié par la *Revue K* le 22 septembre 2021.

Cette forme pathologique de dépolitisation a cependant un caractère spécifique qu'on aurait tort de négliger. On la retrouve à la fin de son dernier livre lorsque Zemmour dévoile le postulat à l'origine de sa pensée : « La démographie, c'est le destin ». Qu'est-ce à dire sinon que la politique, c'est-à-dire l'ensemble des normes et des institutions collectives par lesquelles un individu passera durant sa vie, n'aura aucun effet sur une destinée fixée par la naissance ? Mais cet axiome a une implication précise : personne ne naît innocent. Chacun emporte avec lui, dès sa

naissance, le caractère qui fera de lui un Français ou un étranger. L'aveuglement de Zemmour sur ce que la politique bien comprise fait en réalité au destin de tout un chacun trouve ici une implication directe : les enfants seront des cibles. La chose pointait déjà à travers ses propos d'il y a un an sur les mineurs isolés : « Ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont¹. » Éric Zemmour ne veut plus que les Français aient honte de leur passé, s'il arrive à ses fins, il leur donnera motif à rougir de leur avenir.

1. Émission « Face à l'info », CNews, 29 septembre 2020.

La secousse Zemmour

– Raphaël Llorca

Communicant, doctorant en philosophie du langage, auteur de *La Marque Macron* (L'Aube, 2021)

À date, toute prévision ne peut qu'être hasardeuse : nul ne sait jusqu'où ira Éric Zemmour. Si l'on en croit les sondages, avec toutes les précautions d'usage¹, il serait aujourd'hui le « troisième homme » de la présidentielle, avec des intentions de vote qui ont triplé en six semaines : cette dynamique de l'automne va-t-elle se confirmer au printemps prochain, ou au contraire retomber comme un soufflé ? Force est de constater, en tout cas, que la sortie de *La France n'a pas dit son dernier mot*² – et plus encore la tournée promotionnelle qui l'accompagne – signe l'entrée dans la présidentielle. Une entrée fracassante, à en croire le vocabulaire utilisé dans les médias pour décrire le phénomène Zemmour : « séisme » (*Challenges*), « tremblement de terre » (*La Dépêche*), « choc » (« C dans l'air »), « déflagration » (CNews)... C'est peut-être que, pour paraphraser Roland Barthes à propos de Brecht³, mieux encore qu'une *sémiologie*⁴, ce qu'il faudrait retenir de Zemmour, c'est une *sismologie*. La « secousse Zemmour » peut être appréhendée de trois manières : une secousse stratégique, une secousse narrative et une secousse esthétique.

Secousse stratégique : une « campagne à mort »

Secousse stratégique, d'abord : à l'encontre de la plupart des campagnes victorieuses⁵, jusqu'à présent la pré-campagne d'Éric Zemmour n'a jamais cherché à construire une quelconque dynamique de rassemblement, d'apaisement ou de consensus. Bien au contraire, agitant la menace de la guerre civile, Éric Zemmour invente un nouveau style de campagne – celui de la campagne à mort. Une campagne qui ne fera aucun compromis⁶, traditionnel passage obligé pour tout candidat-e en quête de présidentialité. Une campagne qui assume le conflit, au lieu de chercher à l'esquiver ou à l'atténuer. Ainsi déclare-t-il à Nîmes, le 16 octobre 2021 :

« Nos dirigeants pensent qu'en refusant le conflit, ils l'éviteront. Ils se trompent. Il n'y a qu'une seule alternative : soit nous assumons ce rapport de force, comme nous l'avons assumé pendant des siècles ; soit nous perdrons et nous serons liquidés. »

1. Sur ce sujet, voir l'excellente contribution de Bruno Cautrès « Élection présidentielle : biais et disparités méthodologiques des "intentions de vote" », *Le Monde*, 10 octobre 2021.

2. Éric Zemmour, *La France n'a pas dit son dernier mot*, Paris, Rubembré, 2021.

3. Roland Barthes, *Écrits sur le théâtre*, Paris, Seuil, 1970.

4. La sémiologie est l'étude des signes.

5. Que l'on songe à « La France unie » de François Mitterrand en 1988 ; « La France pour tous » de Jacques Chirac en 1995 ; « Ensemble, tout devient possible » de Nicolas Sarkozy 2007 ; « Ensemble, la France ! » d'Emmanuel Macron en 2017.

6. Robert Ménard dans « L'Heure des Pros », CNews, le 23 septembre 2021 : « La force d'Éric, c'est qu'il est vraiment sincère. Ce qu'il dit, il le pense vraiment. Il le pense tellement, qu'il y a des compromis qu'il devrait faire... et qu'il ne fera pas, jamais. »



Une campagne, enfin, qui revendique une forme de violence. Violence des mots, en poussant au maximum les curseurs linguistiques (« Pour moi, la délinquance que nous vivons n'est pas une délin-

quance, c'est un jihad¹ »). Violence des images, aussi : le 20 octobre dernier, en visite au salon Milipol, Éric Zemmour s'est saisi d'un sniper à pleines mains, qu'il a dirigé vers la presse : « Ça rigole plus, hein ! Poussez-vous, allez, reculez, reculez !² » Tout y est : visuel guerrier, posture viriliste, attaque (symbolique) des contre-pouvoirs, qu'il avait déjà visés le week-end précédent : « Aujourd'hui, nous avons des contre-pouvoirs qui sont devenus le pouvoir, c'est-à-dire la justice, les médias, les minorités. Nous devons enlever le pouvoir à ces contre-pouvoirs³. »

Électoralement, Éric Zemmour fait le pari que la victoire en 2022 se jouera sur la radicalité : abandonnant volontiers au « cercle de la raison » les 15,6 % de Français aux idées modérées, il cherche à surmobiliser les marges les plus radicales (les 30,7 % de Français aux idées radicales) pour entraîner le basculement en sa faveur d'une partie du ventre mou de la société (les 46,9 % de Français aux idées ni modérées, ni radicales¹⁰). L'élection présidentielle de 2017 avait sonné la relégation du clivage droite-gauche, au profit d'un nouveau clivage ouvert/fermé : on peut faire l'hypothèse qu'Éric Zemmour cherche à constituer un clivage modération/radicalité. Ce clivage, s'il distribue assez nettement les candidats, les enjeux de campagne et des visions de société divergentes (voir le tableau 1) a la particularité d'avoir un sas intermédiaire important (et même majoritaire), susceptible

de basculer d'un côté comme de l'autre. Pour Éric Zemmour, ce sera tout l'enjeu des mois à venir.

Secousse narrative : une fabrique de récit politique à l'ère Netflix

Secousse narrative, ensuite. Pendant des mois, pandémie mondiale oblige, le débat politique a été complètement gelé : avec le recul, il semble que les sondages, extraordinairement stables pendant dix-huit mois, ne reflétaient pas tant la réalité des rapports de force politiques à un instant *t*, mais l'état narratif d'un pays bloqué dans une sorte de situation initiale interminable, saturée de discussions autour du R0, des masques et des vaccins. Comme en atteste la cristallisation des débats autour du professeur Raoult, le décor s'est rapidement planté : en le projetant dans la bataille électorale à venir, le grand public disposait, par avance, du scénario, des protagonistes et même d'une grande partie de leur script. *Boring...* Il est permis de penser que le pays était en attente d'un élément perturbateur pour le sortir de sa torpeur : en quelque sorte, pour reprendre l'intuition du politologue Stéphane Rozès, les Français se sont peut-être servis d'Éric Zemmour pour, enfin, faire démarrer la campagne. C'est bien le cas, continue-t-il, car « il met au centre de la présidentielle l'enjeu latent pour le pays, la source de notre malheur, de notre imaginaire contrarié : celui de la France, de son identité, de la survie de son modèle⁴ ».

Le communicant Jacques Pilhan écrivait que « les citoyens vivent les hommes publics comme des personnages de feuilleton⁵ » [on dirait série aujourd'hui]. Dans une France d'abstentionnistes, dans lequel « le passage par le bureau de vote ne résiste

1. Débat BFMTV face à Jean-Luc Mélenchon, 23 septembre 2021.

2. « "Ça rigole plus, hein" : la "blague" d'Éric Zemmour, fusil pointé vers la presse, au salon Milipol », *Le Parisien*, 20 octobre 2021.

9. Ivonne Trippenbach, « Élection présidentielle 2022 : à Béziers, Éric Zemmour propose d'enlever le pouvoir aux contre-pouvoirs », *Le Monde*, 17 octobre 2021.

3. « Enquête électorale 2022. Vague 2 », Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et *Le Monde*, 22 octobre 2021.

4. *Zemmour, Jadot... le casting se précise !*, « Presqu'Ensemble », saison, 4 épisode 3.

5. Jacques Pilhan, « L'écriture médiatique », *Le Débat*, n°87, novembre-décembre 1995, pp. 3-15.

Tableau 1. Vers un nouveau clivage modération / radicalité ?

	IDÉES MODÉRÉES (0 À 3)	IDÉES NI MODÉRÉES, NI RADICALES (4 À 6)	IDÉES RADICALES (7 À 10)
LE CLIVAGE MODÉRATION / RADICALITÉ	15,6 % des Français dont 4,7 % de très modérés et 10,9 % de plutôt modérés 44 % des « modérés » se classent à gauche 23,7 % au centre 25 % à droite	46,9 % des Français 29,1 % des « ni modérés, ni radicaux » se classent à gauche 26,9 % au centre 40,1 % à droite	30,7 % des Français dont 23,5 % de plutôt radicaux et 7,1 % de très radicaux 22,7 % des « radicaux » se classent à gauche 6,1 % au centre 68,8 % à droite
LES ENJEUX QUI INQUIÈTENT LE PLUS	Le pouvoir d'achat (45,8 %) L'environnement (39,5 %) Les inégalités sociales (25,1 %) Le système de santé (21,1 %)	Le pouvoir d'achat (42,1 %) L'environnement (31,9 %) Les délinquances (25,7 %) L'immigration (23,9 %)	L'immigration (45,5 %) Le pouvoir d'achat (36,4 %) Les délinquances (34 %) L'environnement (22,1 %)
LES ATTENTES POUR LA PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE	Réaliser un vrai changement social et politique (38,7 %) Apaiser la France (38 %) Je n'en attends rien (18,6 %)	Réaliser un vrai changement social et politique (47,1 %) Apaiser la France (33,3 %) Je n'en attends rien (16,2 %)	Réaliser un vrai changement social et politique (64,8 %) Apaiser la France (20,1 %) Je n'en attends rien (13,6 %)
VISION DE LA SOCIÉTÉ	« Sur le plan économique, la France devrait se fermer davantage » (18,5 %) « Il y a trop d'immigrés en France » (16 % de « tout à fait d'accord ») « L'islam représente une menace pour la République » (21,2 % de « tout à fait d'accord »)	« Sur le plan économique, la France devrait se fermer davantage » (25,3 %) « Il y a trop d'immigrés en France » (28,2 % de « tout à fait d'accord ») « L'islam représente une menace pour la République » (32,2 % de « tout à fait d'accord »)	« Sur le plan économique, la France devrait se fermer davantage » (36,5 %) « Il y a trop d'immigrés en France » (56 % de « tout à fait d'accord ») « L'islam représente une menace pour la République » (56,7 % de « tout à fait d'accord »)
RAPPORT À LA POLITIQUE	« Je m'intéresse beaucoup à la politique » (16,8 %) « Pour améliorer les choses en France, il faut changer de modèle de société » (29,7 %)	« Je m'intéresse beaucoup à la politique » (22 %) « Pour améliorer les choses en France, il faut changer de modèle de société » (32 %)	« Je m'intéresse beaucoup à la politique » (44,2 %) « Pour améliorer les choses en France, il faut changer de modèle de société » (43,2 %)
LES INTENTIONS DE VOTE (1^{er} TOUR, HYPOTHÈSE XAVIER BERTRAND + ÉRIC ZEMMOUR)	Emmanuel Macron (33,2 %) Yannick Jadot (13,2 %) Xavier Bertrand (10,6 %) Anne Hidalgo (9,4 %) Éric Zemmour (3,3 %)	Emmanuel Macron (27,8 %) Xavier Bertrand (13,9 %) Marine Le Pen (10,2 %) Yannick Jadot (10 %) Éric Zemmour (8,4 %)	Éric Zemmour (29,2 %) Marine Le Pen (22,8 %) Xavier Bertrand (10,5 %) Emmanuel Macron (10,2 %)

pas à l'appel du barbecue en famille¹ », Éric Zemmour tient le bon rôle : celui du dynamiteur. « Il met un coup de pied dans la fourmilière », explique tel retraité, sympathisant Les Républicains, aux sondeurs Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo². Plus exactement, Éric Zemmour endosse la fonction narrative de « transgression de l'interdit » qu'avait distin-

guée en son temps le folkloriste russe Vladimir Propp, pionnier de l'analyse structurale des récits³. C'est ce qui ressort avec force des verbatim de l'enquête réalisée par *Marianne*⁴ : « Je prends plaisir à le voir prendre cette place dans le débat, confie Danièle, soixante-sept ans, ancienne électrice socialiste. Grâce à lui, des débats interdits ont à nouveau lieu :

1. Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier, « L'abstention massive, manifestation spectaculaire d'une crise de foi républicaine », *Le Figaro*, 6 juillet 2021.
2. Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo, « Dans la tête des zemmouristes », *Le Point*, n°2566, 14 octobre 2021.
3. Vladimir Propp, *Morphologie du conte*, Paris, Seuil, 1965.
4. Dossier « De quoi le vote Zemmour est-il le non ? », *Marianne*, n°1283, du 15 au 21 octobre 2021.

sur l'identité française, les conséquences à long terme de l'immigration, le choc des cultures... » En 2017, Emmanuel Macron avait impulsé le récit d'une France empêchée par toute une série de blocages (politiques, économiques, administratifs...). En se construisant en « disrupteur », il se proposait de libérer toutes les énergies françaises. En 2022, Éric Zemmour est en train d'installer le récit d'une France empêchée par toute une série d'interdits et de non-dits : une posture redoutable car elle le place, par construction, dans la fonction du diseur de vérité. « Il dit tout haut ce que les Français vivent au quotidien¹. » « Zemmour, c'est mon maître à penser, depuis toujours », lâche Christine, interrogée par *Marianne*². De fait, 29,6 % des Français estiment que le polémiste « comprend bien les problèmes des gens comme nous³ » : un score important pour une candidature souvent décrite par les observateurs comme très parisienne.

La secousse narrative provient également du fait qu'à l'ère Netflix, l'écriture d'une campagne politique obéit à des codes profondément différents de ceux de l'ère TF1. C'est ce que n'ont pas compris des candidats comme Marine Le Pen et Xavier Bertrand, pour ne prendre que ces deux exemples, qui fonctionnent encore sur un plan média à l'ancienne : conférence de presse-*Figaro*/PQR-JT de 20h. Dans une France dans laquelle, rappelons-le, le premier qualificatif à l'égard des hommes et femmes politiques est « indifférence⁴ », le principal impératif est d'attirer l'attention. Et pour ce faire, il faut qu'il y ait du rythme. Tout le temps, partout. De la vitesse et des rebondissements, de la surprise et des *cliffhangers*, c'est-à-dire des scènes qui s'achèvent sans que l'on en connaisse le dénouement, maintenant en haleine le spectateur. C'est très exactement à cette écriture que colle la pré-campagne d'Éric Zemmour : à l'inverse de ceux qui se déclarent cinq fois candidat à la présidentielle, ou qui comptent sur une énième interview pour relancer leur campagne, il maîtrise parfaitement son *timing*, suscitant de l'attente et donc du désir. Il n'établit pas de stratégie médias qui, dans une lo-

gique de parole rare, consisterait à choisir une télévision (et une seule), une radio et un journal de presse écrite : il prend tout, ou presque, dans une logique de *carpet bombing* qui vise avant tout à saturer les ondes. À la différence de la plupart des interventions médiatiques, Éric Zemmour est capable, dans une même émission, à l'intérieur d'un même discours, d'alterner des passages « didactiques » au cours desquels, sur un ton professoral, il disserte sur l'histoire de France, et des passages clash où il lâche, en uppercut, un propos qui fera polémique. C'est cette gestion très particulière du changement de rythme, alternance d'analyses et de polémiques, qui est au cœur de la fabrique du récit Zemmour.

Secousse esthétique : une rupture avec les codes traditionnels

Secousse esthétique, enfin. Pour le moment, ce qui frappe dans les visuels Zemmour qui circulent dans l'espace public (les murs des grandes villes, les réseaux sociaux), c'est leur étonnante hétérogénéité : fond noir / fond coloré, bleu-blanc-rouge / noir et blanc, typographie grasse / typographie fine, ton « lol » / ton alarmiste... En 2016-2017, En marche ! s'est construit sur une logique de marque-contrôle, en « fliquant » systématiquement la bonne utilisation de la charte graphique de la part des comités qui se montaient un peu partout sur le territoire. À l'inverse, les proches d'Éric Zemmour semblent vouloir s'appuyer sur la production spontanée (ou marquée comme tel) de visuels de la part des différents comités de soutien (Génération Z, Les Amis d'Éric Zemmour...). On rejoint, paradoxalement, la logique de la campagne Obama 2008, qui avait laissé le soin à son designer, Scott Thomas, de mettre l'intégralité de ses productions visuelles en libre accès – si bien que ses supporters pouvaient s'emparer, se réappro-

1. Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo, *art. cit.*

2. Dossier « De quoi le vote Zemmour est-il le non ? », *Marianne*, *art. cit.*

3. « Enquête électorale 2022. Vague 2 », Ipsos, *op. cit.*

4. « Baromètre France émotions », ViaVoice pour la Fondation Jean-Jaurès et *Le Point*, mars 2021.

Image 1. Moodboard des visuels Zemmour



prier et même détourner les codes graphiques de la marque Obama : c'était le prix à payer pour la sincérité de la démarche.

Si l'on se concentre sur son seul visuel « officiel », à savoir la couverture de son livre, la secousse esthétique est très claire : si on la considère comme une authentique affiche électorale, elle est en rupture avec les codes traditionnels. « On est sur une candidature qui choisit délibérément de se passer de la séduction, d'être dans l'affirmation d'une dureté, d'une conflictualité très forte », explique le communicant Valério Motta¹. On remarque qu'Éric Zemmour est toujours présenté de face, jamais de biais : le sémiologue et publicitaire Georges Péninou a très bien montré qu'un visage photographié en trois quarts,

toujours ambigu, signifie souvent une expression de nuance, tandis qu'un personnage en frontal, le regard droit et les yeux rivés vers un spectateur absent, est en position de proposition et non de réponse : « Le geste est autoritaire, franc, prescriptif, injonctif, démonstratif². »

On le voit, la « secousse Zemmour » est profonde et multidimensionnelle. Elle porte manifestement déjà ses fruits : 11 % des Français pensent qu'Éric Zemmour sera qualifié au second tour et élu président de la République³. Quoi qu'il advienne, la « secousse Zemmour » laissera des traces : sur le ton de la campagne, sur le positionnement des autres candidats et peut-être sur la façon même de faire de la politique à l'avenir.

1. *Zemmour, Jadot... le casting se précise !*, « Presqu'Ensemble », saison, 4 épisode 3.

2. Georges Péninou, *Intelligence de la publicité. Étude sémiotique*, Paris, Robert Laffont, 1972.

3. « Enquête électorale 2022. Vague 2 », Ipsos, *op. cit.*

Feu de paille médiatique ou embrasement démocratique ?

– Mathieu Souquière

Expert associé auprès de la Fondation Jean-Jaurès,
co-auteur avec Damien Fleurot de 2022, *la flambée populiste* (Paris, Fondation Jean-Jaurès/Plon, 2021)

En l'espace de six semaines, Éric Zemmour, encore non-candidat à l'élection présidentielle rappelons-le, a vu son score potentiel quasiment tripler, passant d'un niveau où le remboursement de ses dépenses de campagne ne serait pas garanti à une possible présence au second tour. Une telle flambée sondagère ne s'est jamais vue. Face à un tel phénomène, les questions ont jailli. N'en ferait-on pas trop ? Pris dans une surenchère, médias et instituts ne seraient-ils pas en train de fabriquer une bulle artificielle, vouée à éclater prochainement, ou, pire, une créature risquant de leur échapper ?

La commande permanente de sondages par les médias, venant alimenter une actualité à laquelle les politiques sont sommés de réagir en temps réel, enclenche un cercle dont on peut douter qu'il soit vertueux.

Ceci doit assurément nous interpeller sur les mécanismes contemporains de la fabrique de l'opinion. Mais ceci ne doit pas pour autant nous priver d'un examen de l'état de la société française afin de mieux cerner les ressorts de cette « zemmourisation des esprits ». Celui qui s'imagine en sauveur est surtout un habile surfeur, dominant une vague que viennent gonfler deux forces souterraines.

Les deux forces souterraines du zemmourisme : l'enracinement populiste et l'extrême-droïtisation de l'opinion

La première tient à l'enracinement du populisme dans notre pays. Entre la dénonciation du « système » et la détestation de ceux qui l'incarnent, entre le « tous nuls » et le « tous pourris », la tentation populiste se renforce. Depuis 2017 – où, déjà, le score cumulé des populistes avait flirté avec les 50 % au premier tour –, le procès d'élites jugées hors sol, imprévoyantes et incompétentes n'a cessé de s'instruire, du mouvement des « gilets jaunes » – aux forts relents poujadistes – jusqu'au « populisme sanitaire », agrégeant des forces antisystèmes de tout bord : anti-masques, antivax, adorateurs de l'hydroxychloroquine et de son auguste prescripteur, adeptes de la thèse du « *great reset* »...

Un chiffre pour illustrer cette défiance en forme de fracture : près de neuf Français sur dix sont aujourd'hui convaincus que nos gouvernants prennent des décisions contraires aux intérêts du peuple, la moitié d'entre eux pensant même qu'il s'agit là d'une volonté délibérée. « Les élites contre le peuple » n'est pas qu'un slogan, c'est une idée profondément ancrée.

Deuxième force motrice du zemmourisme, la droïtisation de l'opinion. S'agissant de l'immigration, la France se distingue même par un niveau de rejet de

10 points supérieur à ce qu'il est chez nos voisins. Facteur explicatif : l'extrême porosité sur cette question entre sympathisants Rassemblement national (RN) et Les Républicains (LR), ceux-ci affichant une hostilité qui dépasse même celle des électeurs de l'AfD en Allemagne ou de la Ligue en Italie.

À cet égard, il n'est pas excessif de parler d'une « extrême droitisation » de la société française. Une tendance que bien d'autres indices viennent étayer : un bond de 10 points en faveur de la peine de mort en 2020, culminant à 55 % – retombé à 50 % depuis –, 20 % des Français favorables à l'idée que l'armée dirige le pays – un quasi-doublement depuis 2012 –, ou une proportion presque équivalente réclamant la possibilité de s'armer individuellement pour compenser l'incapacité de la police à garantir l'ordre. L'Amérique de Donald Trump est parfois moins loin qu'on ne le pense.

Zemmour entonne un refrain assurément populiste lorsqu'il fonde son diagnostic de l'état du pays sur la faillite et la trahison des élites ou lorsqu'il se présente comme le pourfendeur du système, prétendument seul contre tous, affranchi de la dictature de la « bien-pensance » pour enfin oser « dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ».

Autant de traits qui justifient un parallèle avec Donald Trump, les deux hommes ayant également en partage une xénophobie et une misogynie assumées. Ajoutons que le complotisme, stade suprême du populisme, trouve l'une de ses plus évidentes déclinaisons dans la thèse du « grand remplacement » – glissant de l'islamophobie à l'islamo-paranoïa –, qui n'est corroborée par aucune étude démographique.

Si Zemmour emprunte donc au populisme, il ne saurait pour autant incarner le visage renouvelé de celui-ci. Car, là où le leader populiste en appelle d'abord au peuple, Zemmour lui-même l'invoque rarement, préférant en appeler à la Nation et à sa grandeur passée. Plus qu'aux Français, relativement absents de son discours, Zemmour consacre ses diatribes à une France abstraite, mythifiée et éternelle, dénonçant la décadence qui la mine, l'affaiblissement civilisationnel qu'elle subit sous les coups de minorités « extrémisées » et choyées par les médias, insistant sur le risque même de disparition que ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur

– pour la plupart basanés – font peser sur elle. Une rhétorique qui fait classiquement écho à celle de l'extrême droite réactionnaire, de Drumont à Maurras. Un tiers de populisme, deux tiers d'ultranationalisme, tel est donc le cocktail du zemmourisme. Avec, à la clé, cette prouesse qui déjoue les lois de la géométrie : doubler Marine Le Pen par sa droite et incarner, dans le même temps, une possible jonction avec une partie de l'électorat LR.

Quand Marine Le Pen se banalise, le diable se rhabille en Zemmour

À ces deux forces sous-jacentes – montée populiste et extrême droitisation – qui font le lit du zemmourisme, il faut ajouter l'élément conjoncturel qui rend son émergence possible : l'affaiblissement de Marine Le Pen. Ce n'est pas parce que Zemmour décolle que celle-ci s'effondre : c'est parce qu'elle est fragile qu'il s'impose. Jamais totalement rétablie de son débat raté, elle ne s'était remise en selle qu'à la faveur du mouvement des « gilets jaunes », revenant alors tout juste à son niveau de 2017, avant de subir de nets reculs aux élections locales. Le populisme est un démagisme qui n'épargne personne. Gagner ne serait-ce qu'une région en juin dernier aurait pu enclencher une dynamique en sa faveur avant la présidentielle et changer son destin politique. Au contraire, Marine Le Pen banalisée et affaiblie, le diable s'est rapidement habillé en Zemmour.

Ce dernier est souvent comparé à Jean-Marie Le Pen : au-delà de leurs communes condamnations pour incitation à la haine raciale, ils incarnent une même radicalité et une même obsession vis-à-vis de ce que le fondateur du FN appelait « l'immigrationnisme ». Après quatre candidatures de Jean-Marie puis deux de Marine, c'est comme si le scrutin de 2022 permettait d'avoir simultanément Le Pen père et Le Pen fille. Fromage et dessert en quelque sorte, avec une projection inédite : l'extrême droite autour de 35 %. Ce niveau, apparemment surprenant, s'explique. L'extrême droite ayant d'abord séduit les

classes moyennes indépendantes avant d'y arriver, depuis les années 1980, les catégories populaires, Zemmour lui apporte ce qui lui faisait jusqu'alors défaut : une capacité à parler aussi aux retraités et aux cadres – lecteurs assidus de ses ouvrages et de ses tribunes dans *Le Figaro* –, pour faire converger majorité politique et majorité sociologique.

À cette aune, le danger n'a donc rien de virtuel. Des voix en appellent ainsi à un pacte de non-agression entre Marine Le Pen et Éric Zemmour afin que le mieux placé des deux puisse servir de rabatteur pour l'autre au printemps. Sombre printemps ?

Rien n'est évidemment écrit ni des thèmes ni des dynamiques qui vont structurer la campagne dans les prochains mois. Car la radioscopie de la société française, nonobstant tout ce qui précède, met également en valeur la nette prédominance des

questions sociale et environnementale parmi les préoccupations des Français, loin devant l'insécurité et l'immigration qui sont en net recul sur la dernière année.

L'analyse met aussi en avant le fait que les grandes composantes de la gauche, pas si irréconciliables que cela, sont très alignées dans leurs attentes et qu'elles sont par ailleurs très sensibles à l'idée d'union. Celle-ci semble aujourd'hui hors de portée.

Mais sous la menace d'une droite nationale-populiste à 35 % et avec l'exemple de l'étranger – la première puissance mondiale et la première puissance européenne aux mains des tenants de la justice sociale et de la transition environnementale –, une réaction est toujours possible. En démocratie, même lorsqu'il est mince, l'espoir demeure.

L'illusoire demande de radicalité¹

– Gilles Finchelstein

Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

– Brice Teinturier

Directeur général délégué d'Ipsos en France

La radicalité serait la marque de l'élection présidentielle modèle 2022 et serait apparemment partout. Dans les propositions qui émergent de la campagne électorale. Dans la tonalité qui se dégage des débats médiatiques. Dans la percée spectaculaire des intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour. Enfin, et surtout, chez les Français eux-mêmes.

Bien mesurer l'humeur du pays : voilà l'une des questions parmi les plus décisives pour qui veut analyser avec justesse une campagne. La deuxième vague du panel électoral permet d'apporter des éléments de réponse et, par des entrées différentes, d'arriver à une même conclusion : cette demande de radicalité est en réalité largement une (dangereuse) illusion d'optique.

Première entrée : le positionnement politique des Français est-il plus extrême ?

Pour répondre à cette question, il est utile d'analyser précisément la manière dont les Français se positionnent sur un axe gauche-droite – 0 signifiant « très à gauche » et 10 « très à droite » – et comment cet auto-positionnement a évolué. La conclusion est claire. D'un côté, depuis 2015 (date de création du panel), la société française s'est droitisée : 44,9 % des Français se situent sur les cases 6 à 10 aujourd'hui, contre 42,6 % en novembre 2015 – soit une progression de 2,3 points. D'un autre côté, par rapport à l'avant-présidentielle précédente, la société française ne s'est pas extrémisée ou radicalisée : l'extrême gauche (0-1) représente 4,8 % des Français contre 5,9 % en mars 2017 et l'extrême droite (9-10) 10,7 % aujourd'hui contre 12,7 % en mars 2017 – soit au total un recul de 3,3 points.

	Base	Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ?										Moy.
		Très à gauche (0 à 1)	À gauche (2 à 3)	Plutôt à gauche (4)	ST A gauche (0 à 4)	Centre (5)	ST À droite (6 à 10)	Plutôt à droite (6)	À droite (7 à 8)	Très à droite (9 à 10)	Je ne sais pas	
ENSEMBLE	16 228	4,8	14,9	9,3	29,0	19,4	44,9	10,0	24,2	10,7	6,7	5,6

1. Ce texte a été publié dans *Le Monde* le 22 octobre 2021.

Deuxième entrée : l'état d'esprit des Français est-il à la révolte ou à la colère ?

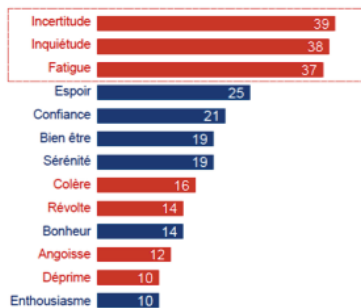
Treize qualificatifs, représentant une large gamme de sentiments, ont été proposés aux Français. Il leur a été demandé de choisir les trois qui correspon-

daient le mieux à leur état d'esprit. Que conclure, là encore, de ces données ? Avec 14 %, la révolte se situe au même niveau que le bonheur, derrière la sérénité (19 %), le bien-être (19 %), la confiance (21 %) et loin derrière l'espoir (25 %), très loin derrière la fatigue (37 %), l'inquiétude (38 %) et l'incertitude (39 %). En d'autres termes, la révolte et la colère restent des sentiments secondaires.

L'ÉTAT D'ESPRIT DES FRANÇAIS

Question : « Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit aujourd'hui ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? » (base: Ensemble de l'échantillon)

EN %, « AU TOTAL »



Total supérieur à 100% car trois réponses possibles

sopra steria Ipsos



Base : Ensemble de l'échantillon

© Ipsos - CEVPOF FUJ LE MONDE - Enquête électorale 2022 - Vague 2 - Octobre 2021

Troisième entrée : les Français se définissent-ils comme modérés ou comme radicaux ?

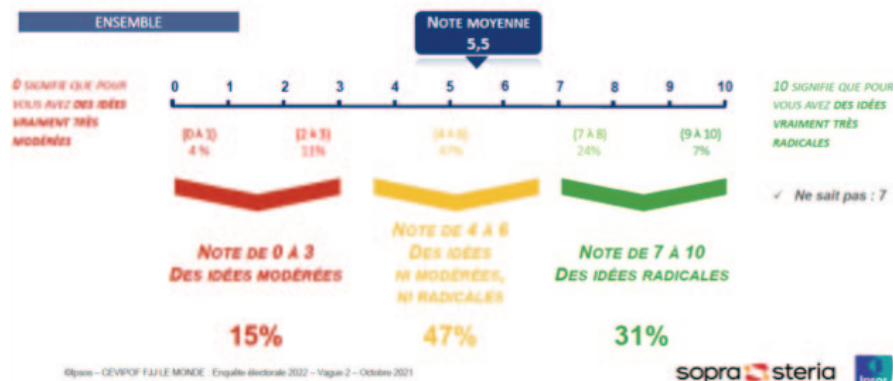
C'est une question inédite qui leur a été posée : se positionner sur une échelle modéré-radical (0 signi-

fiant « très modéré » et 10 « très radical »). Globalement, les Français ne sont qu'une minorité à se positionner comme radicaux (31 %), la majorité se situant sur les cases ni modéré ni radical (47 %).

Dans le détail, d'un point de vue sociologique, on constate que ni l'âge, ni la profession, ni la catégorie

LE SENTIMENT DE RADICALITÉ

Question : « Sur l'échelle suivante où 0 signifie qu'en politique, vous avez des idées vraiment très modérées et 10 que vous avez des idées vraiment très radicales, où vous situez-vous ? » (base: Ensemble de l'échantillon) - (Note de 0 à 10)



	Base	Sur l'échelle suivante où 0 signifie qu'en politique, vous avez des idées vraiment très modérées et 10 que vous avez des idées vraiment très radicales, où vous situez-vous ?								Moy.
		Idées très modérées (0 à 1)	Idées plutôt modérées (2 à 3)	ST Idées modérées (0 à 3)	Idées ni modérées ni radicales	ST Idées radicales (7 à 10)	Idées plutôt radicales (7 à 8)	Idées très radicales	Je ne sais pas	
ENSEMBLE	16 228	4,7	10,9	15,6	46,9	30,7	23,5	7,1	6,8	5,5
Sexe										
Homme	7 733	3,7	10,0	13,7	44,9	36,3	27,0	9,3	5,1	5,8
Femme	8 495	5,6	11,8	17,4	48,6	25,5	20,4	5,1	8,5	5,3

d'agglomération ne constituent des critères discriminants, mais que, en revanche, les hommes (36 %) sont bien plus nombreux que les femmes (25 %) à se positionner comme radicaux.

Dans le détail encore, d'un point de vue politique, la radicalité est davantage revendiquée à droite qu'à gauche. 45 % des répondants qui se positionnent très à gauche sur l'échelle gauche-droite (note de 0-1) se classent comme des radicaux, contre 81 % de ceux qui se positionnent à l'extrême droite (note 9-10). Lorsque l'on analyse les intentions de vote d'aujourd'hui, cette étiquette est revendiquée par 35 % des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon, 56 % de ceux de Marine Le Pen et 67 % de ceux d'Éric Zemmour. Là encore, c'est donc davantage un phénomène de droitisation et d'extrémisation, notamment à droite, qui porte la radicalité qu'un phénomène de radicalisation au sens de volonté de rupture.

Quatrième entrée : les Français veulent-ils des réformes ou une rupture ?

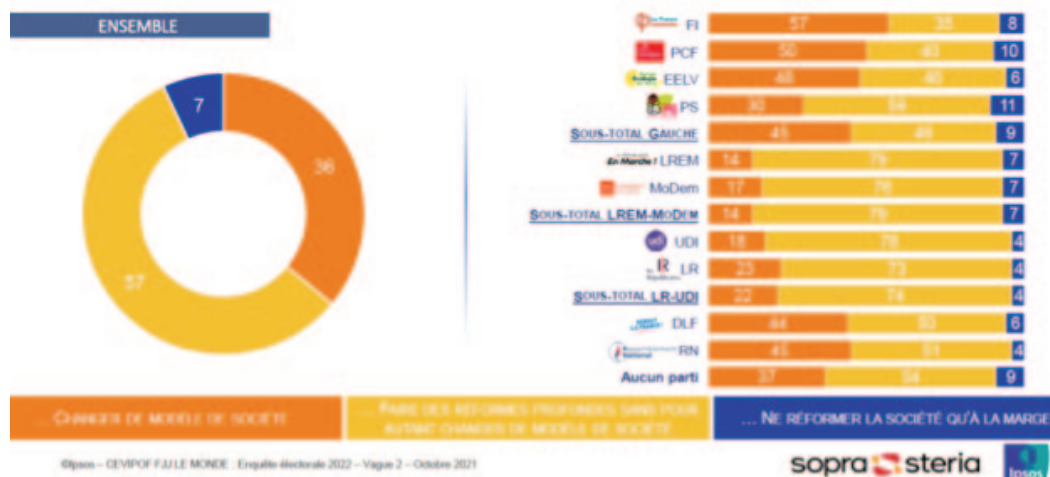
Autre manière de documenter la même problématique, les Français interrogés devaient choisir entre un « changement de modèle de société », des « réformes profondes » et des réformes « à la marge ».

Si les tenants du *statu quo* n'ont qu'un poids marginal (7 %), le plus instructif est que, là encore, la réforme (57 %) l'emporte sur la rupture (35 %).

Mais les tenants de la rupture ne sont pas exactement les mêmes que les tenants de la radicalité : alors que la droite se revendiquait plus radicale, c'est la gauche qui souhaite davantage la rupture sur le modèle de société. Tel est le choix de 60 % de ceux qui

LE NIVEAU DE CHANGEMENT ATTENDU POUR LA SOCIÉTÉ

Question : « Vous personnellement, diriez-vous que pour améliorer les choses en France, il faut... ? »
 Base : Ensemble de l'échantillon



se positionnent à l'extrême gauche (0-1) contre 43 % de ceux qui se positionnent à l'extrême droite (9-10). Tel est le choix également de 58 % des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon contre 40 % de ceux d'Éric Zemmour et 42 % de ceux de Marine Le Pen.

Dans un pays fatigué par seize mois de pandémie et qui n'est plus en colère comme il l'était en 2018, *a fortiori* quand le pouvoir en place ne fait plus de ré-

formes importantes et clivantes, la logique profonde de l'opinion n'est pas d'aller vers toujours plus de radicalité, contrairement à la doxa ambiante. Cela ne veut nullement dire que le pays est apaisé ; il est au contraire mécontent et demande des réformes profondes, dans des directions parfois diamétralement opposées, entre volonté de rupture et volonté de retour à un ordre d'antan.

Radiographie de l'électorat potentiel d'Éric Zemmour

– Antoine Bristielle

– Tristan Guerra

Respectivement directeur et membre de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès

Introduction

Depuis plusieurs semaines, la probable candidature d'Éric Zemmour à l'élection présidentielle occupe le devant de la scène médiatique. En dépit de l'emballement dans les médias, celle-ci a été entretenue par la dynamique du polémiste dans les sondages d'opinion. En s'appuyant sur les données de l'« Enquête électorale française¹ » (EEF) auprès d'un échantillon exceptionnel d'environ 9 000 personnes² interrogées début octobre 2021, Éric Zemmour serait crédité de près de 16 % des intentions de vote, devançant ainsi de 1 point Marine Le Pen, et laissant ainsi penser qu'il serait en capacité de se qualifier pour le second tour. Si ces chiffres devaient se maintenir jusqu'au moment de l'élection présidentielle, ce qui est pour l'heure loin d'être assuré, cela constituerait indéniablement un séisme politique.

Il est donc utile de pouvoir comprendre dès aujourd'hui les ressorts sociopolitiques sur lesquels se fonde la dynamique du polémiste, aussi brève soit-elle. Cet exercice contribue à nous renseigner sur l'état actuel du rapport de force politique tout autant que sur les dynamiques de la campagne à venir. Rappelons qu'il s'agit à maints égards d'un exercice pé-

rilleux, dans la mesure où c'est bien l'interaction entre une offre électorale et la campagne des candidats sur des enjeux qui crée véritablement des électors. Malgré tout, il est possible de dresser à grands traits un portrait des soutiens actuels d'Éric Zemmour.

Qui sont les électeurs potentiels d'Éric Zemmour ?

Qui sont les personnes qui se prononcent en faveur d'Éric Zemmour ? Au premier regard, ce qui surprend l'analyste, c'est que les soutiens d'Éric Zemmour semblent assez bien se répartir dans l'ensemble des segments de l'électorat. Les différentiels significatifs relevés çà et là font ainsi davantage état de forces particulières au sein de certains groupes sociaux que des faiblesses majeures.

L'effet combiné du sexe et de l'âge

Les intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour sont pour le moment plutôt masculines (+7 points

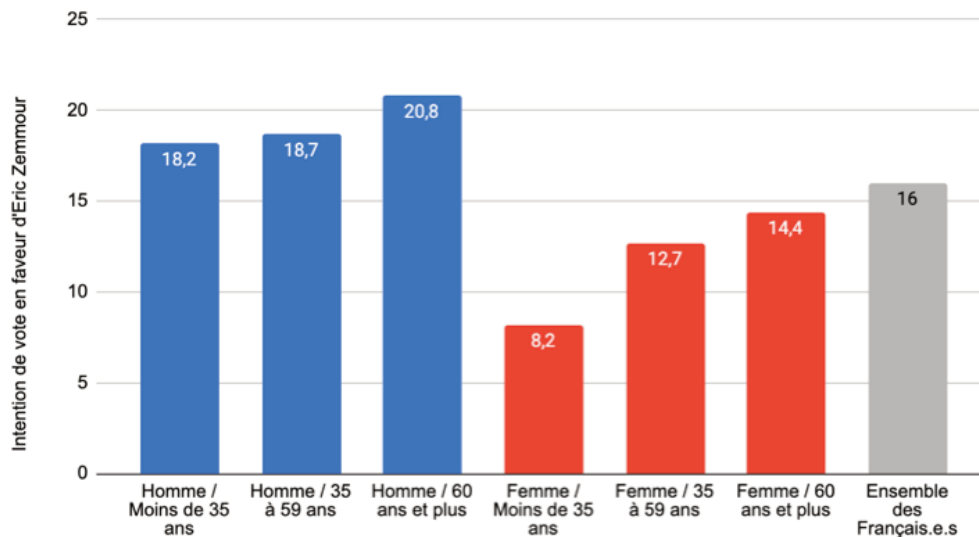
1. « Enquête électorale française 2022 », Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et *Le Monde*, 22 octobre 2021.

2. De l'échantillon initial, on retient dans un premier temps seulement les personnes certaines d'aller voter (59 %), qui forme une base de 9 639 inscrits sur les listes électorales. Parmi ces personnes interrogées, 7 % n'expriment pas d'intention de vote. L'ensemble des tris croisés et des analyses commentés ci-dessous est effectué à partir des seuls exprimés (N = 8 888). Nous avons pris l'hypothèse à ce jour la plus probable dans la moyenne des sondages : une situation avec les candidatures de Xavier Bertrand pour Les Républicains et d'Éric Zemmour.

chez les hommes par rapport aux femmes). En Europe, les forces politiques de la droite radicale ont été pendant longtemps en difficulté dans le vote féminin, limitant considérablement leur base sociale. Mais là où Marine Le Pen avait réussi à réduire considérablement le *gender gap* (c'est-à-dire la différence de vote entre les femmes et les hommes) lors de la dernière élection présidentielle en 2017¹, les accents masculinistes² et le conservatisme social d'Éric Zemmour

semblent au contraire le mettre à distance des femmes, qui représentent plus de la moitié du corps électoral. C'est particulièrement vrai pour les jeunes femmes, peu enclines à soutenir le polémiste d'extrême droite (graphique 1). Les jeunes Françaises de moins de vingt-cinq ans se montrent ainsi très largement rétives à le choisir (8 %), contre 10 points de plus pour les jeunes hommes du même âge (18 %).

Graphique 1. Intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour en fonction du sexe et de l'âge



Les intentions de vote en faveur du non-candidat semblent ainsi culminer chez les hommes les plus âgés (soixante-cinq ans et plus) où il atteint 21 %. Dans l'ensemble, plus on monte en âge, plus les intentions de vote pour Éric Zemmour sont importantes : elles passent de 13 % chez les moins de trente-cinq ans à 17 % chez les plus de soixante-cinq ans.

Peu d'effet du niveau de diplôme

Le diplôme est traditionnellement considéré, avec le genre, comme le facteur le plus prédictif du vote en

faveur de la droite radicale. Ce contraste très fort entre les parcours éducatifs des citoyens se vérifie avec les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen (graphique 2) : alors que la candidate bénéficie d'un fort niveau de soutien parmi les électeurs au faible niveau de diplôme (24 % chez les personnes sorties du collège ou titulaires d'un CAP/BEP), elle n'obtient en revanche que 8 % des voix chez les personnes titulaires d'un diplôme universitaire. De son côté, Emmanuel Macron parvient à rassembler près d'un tiers des voix des très diplômés (30 %), sans être pour autant très faible dans les catégories de la population les moins diplômées (minimum 21 %). Si

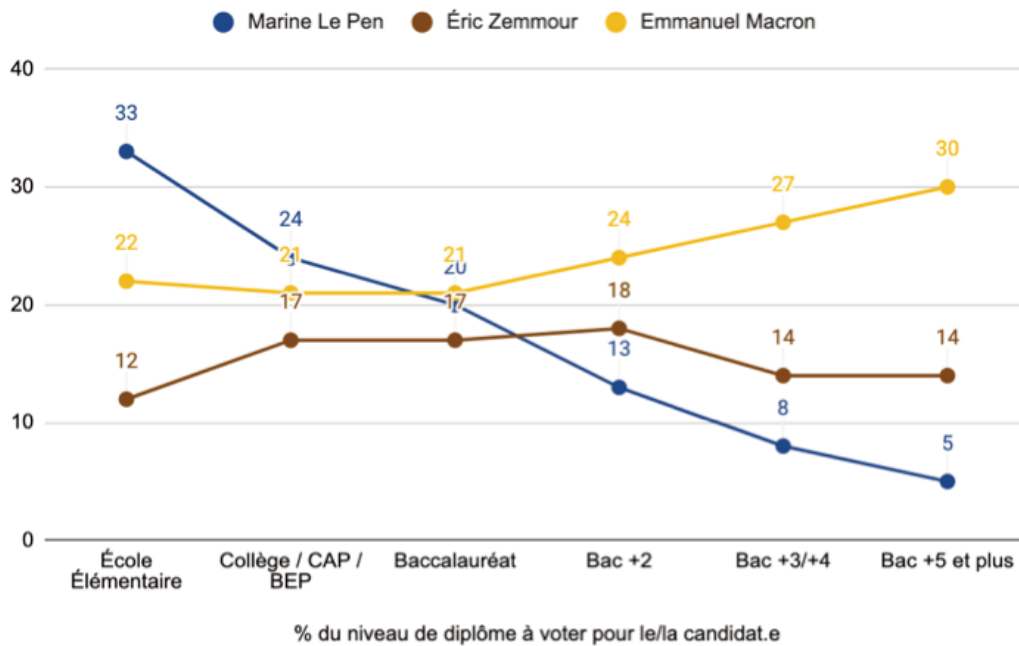
1. Abdelkarim Amengay, Anja Durovic et Nonna Mayer, « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°6, 2017, pp. 1067-1087.

2. En témoigne, par exemple, son discours très dur sur l'avortement, contesté notamment par Marine Le Pen. Autre exemple, le 16 octobre 2021, à Béziers, il se prononce contre la parité en politique pourtant inscrite depuis 1999 dans la Constitution : « C'est une insulte pour les femmes. Je ne connais que le mérite. Ce que femme veut, Dieu le veut. »

le niveau de soutien n'est pas identique, Éric Zemmour semble reproduire ce schéma : ceux qui ont achevé un cycle universitaire court (Bac+2) et les titulaires d'un CAP/BEP ont autant de chances de

voter pour lui. En revanche, le niveau de soutien baisse sensiblement à 14 % pour Éric Zemmour chez les plus diplômés (diplôme supérieur à Bac+3), ce qui est nettement supérieur à Marine Le Pen.

Graphique 2. Intentions de vote pour les candidats de la droite et du centre selon le niveau de diplôme



Peu de faiblesses en termes de catégories socioprofessionnelles

Au niveau de la profession, près d'un quart (22 %) des artisans, commerçants et des chefs d'entreprise lui accordent leur suffrage. L'univers de « la boutique » apparaît dès lors comme un réservoir de voix significatif. À l'inverse, les professions intermédiaires, assez féminines, semblent relativement moins séduites par le discours d'Éric Zemmour (12 %). Aussi, on aurait tort de dire qu'Éric Zemmour ne parvient pas à capter une partie des intentions de vote des milieux populaires. Si Marine Le Pen reste la grande favorite chez les ouvriers (33 %) ou les employés (20 %), Éric Zemmour engrange tout de même 16 % des voix chez les CSP- (dont 17 % chez les ouvriers et 16 % chez les employés), ce qui le place au même niveau que chez les CSP+ (15 %).

Si l'on place maintenant le curseur sur l'échelle des revenus, l'électorat potentiel d'Éric Zemmour

apparaît particulièrement solide auprès des classes moyennes et des classes moyennes supérieures. Il se montre un peu plus faible dans les foyers qui gagnent moins de 1 250 euros (inférieur au 3^e décile) avec 13 % des voix, contre 19 % chez ceux qui gagnent 2 500 euros et plus (entre le 7^e et le 8^e décile). Enfin, au-delà du 9^e décile (10 % des ménages les plus riches), Zemmour est nettement plus soutenu que Marine Le Pen (17 % contre 6 %). Dans l'espace des droites radicales, le contraste est ici assez net entre Marine Le Pen, plutôt favorisée dans la fraction populaire de l'électorat, et Éric Zemmour plutôt soutenu par des classes moyennes supérieures. D'ailleurs, les locataires du secteur HLM sont moins nombreux à le soutenir (12 %) que les propriétaires sans emprunt immobilier (18 %). À ce stade de la campagne, les intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour dessinent donc une coalition électorale assez inter-classiste, même s'il dispute clairement au centre et à la droite un électorat assez favorisé.

Des intentions de vote assez homogènes sur le territoire

Au niveau géographique, les intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour semblent assez homogènes sur le territoire. On note tout de même que le polémiste obtient un niveau de soutien important en Île-de-France, 18 % (à l'inverse de Marine Le Pen, 10 %), et dans le sud de la France (19 % en PACA et Corse, 19 % en Occitanie). En ce qui concerne l'habitat, on observe d'ordinaire un gradient assez net dans le soutien à Marine Le Pen, de l'urbanité vers la ruralité, à son avantage dans les milieux ruraux et à son désavantage dans les villes plus peuplées. La même chose n'est pas vraie pour Éric Zemmour, où peu de variations sont enregistrées eu égard à la zone d'habitat. Loin de la grille de lecture offerte par « la France périphérique », la recomposition à droite – si elle a lieu – ne semble pas s'articuler sur une ligne de clivage rural/urbain.

Religion et pratique religieuse

Comme la classe sociale, la religion constitue depuis longtemps une des « variables lourdes » de la sociologie électorale française, qui a un fort pouvoir explicatif pour comprendre les attitudes et comportements politiques¹. Dans l'enquête à notre disposition, Éric Zemmour dispute aux candidats de Les Républicains (LR), mais aussi au Rassemblement national (RN) l'électorat des catholiques pratiquants (soit 18 %, contre 18 % pour Xavier Bertrand et 15 % pour Marine Le Pen). Chez les catholiques pratiquants plus occasionnellement leur religion, bien plus nombreux et peut-être un peu moins sensibles au discours de tolérance de l'Église, Éric Zemmour culmine à 23 % contre 16 % pour Marine Le Pen,

24 % pour Emmanuel Macron et 21 % pour Xavier Bertrand. Seuls les sans religion (athées ou agnostiques) se montrent moins enclins à le soutenir (12 %). La frange conservatrice de la France catholique voit-elle dans Zemmour un nouveau héraut pour défendre ses valeurs qui perdent de leur force dans la société française ?

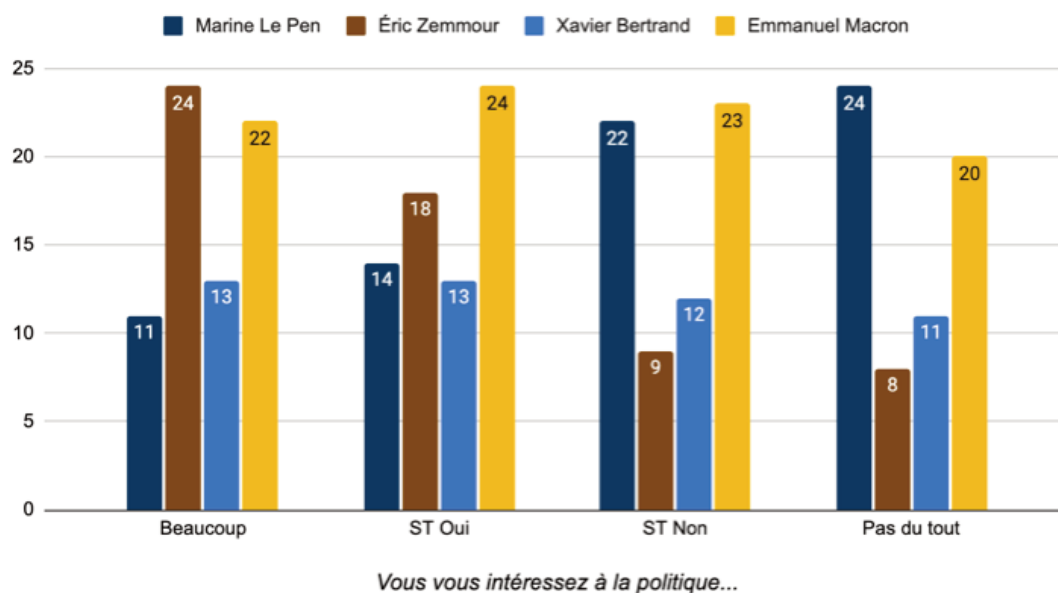
Accros à la politique, de droite, radicaux et pessimistes

En revanche, Éric Zemmour est sans aucun doute le candidat des addicts de la politique : près d'un quart (23 %) de ceux qui déclarent s'intéresser beaucoup à la politique le choisissent pour candidat, contre seulement 9 % de ceux qui affirment au contraire ne pas s'intéresser à la politique. Cela peut d'ailleurs expliquer pourquoi la dynamique du polémiste est si favorable à l'heure actuelle, où les citoyens les moins intéressés par la politique n'expriment pas encore d'intention de vote claire car ils se désintéressent de l'élection. À cet égard, il s'agit d'un négatif de Marine Le Pen, qui enregistre seulement 11 % de soutien chez ceux qui déclarent s'intéresser beaucoup à la politique, mais qui profite de 24 % de soutien chez ceux qui déclarent « ne pas du tout » s'y intéresser. Faut-il y voir un effet de la très forte présence médiatique de l'ancien journaliste ? Si de nombreuses données complémentaires sont nécessaires pour répondre à cette question, on sait qu'intérêt pour la politique et consommation de contenus politiques médiatiques peuvent être fortement liés².

1. Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Éditions sociales, Presses de Sciences politiques, 1977.

2. Jesper Strömback, Monika Djerf-Pierre et Adam Shehata, « Dynamics of Political Interest and News Media Consumption. A Longitudinal Perspective », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 25, n°4, 2013, pp. 414-435.

Graphique 3. Intentions de vote pour les candidats de la droite et du centre selon l'intérêt déclaré pour la politique



Au niveau politique, sur les repères classiques de la gauche et de la droite (mesurées par une échelle en 11 positions), les électeurs potentiels d'Éric Zemmour s'inscrivent en premier lieu sur l'espace de la droite (24 %), davantage que pour Marine Le Pen (15 %), mais un peu moins que pour ceux qui expriment une préférence pour Xavier Bertrand (26 %). Parmi la frange qui se place même très à droite, 40 % choisissent de voter pour Éric Zemmour presque à égalité avec ceux qui optent pour Marine Le Pen (42 %), et nettement moins que ceux qui voteraient pour Xavier Bertrand (8 %).

Les électeurs d'Éric Zemmour sont conscients qu'ils portent une forme de radicalité politique. Ainsi, 37 % de ceux qui jugent avoir des idées « très radicales » se prononcent pour lui (contre 33 % pour Le Pen). D'ailleurs, 20 % de ceux qui souhaitent changer de modèle de société pour améliorer les choses en France choisissent le polémiste. Le soutien à Éric Zemmour est également important chez ceux qui souhaiteraient voir impulser, à partir de l'élection présidentielle, un vrai changement social et politique.

Pour autant, les citoyens qui se prononcent aujourd'hui en faveur de celui qui officiait, il y a quelques semaines à peine, sur une chaîne d'opinion ne sont pas animés d'un état d'esprit positif, loin de là. Les émotions, on le sait, sont un puissant vecteur du choix électoral¹. Lorsque l'on porte l'attention sur la distribution des sentiments positifs (bien-être, bonheur, sérénité, espoir, confiance, enthousiasme) et des sentiments négatifs (révolte, colère, déprime, angoisse, fatigue, incertitude, inquiétude) parmi les différents électeurs potentiels, on est frappé par le pessimisme latent des personnes qui soutiennent aujourd'hui Éric Zemmour. 75 % d'entre elles choisissent un sentiment négatif en premier pour décrire leur état d'esprit, contre six Français sur dix en général et 70 % pour celles et ceux qui soutiennent Marine Le Pen. Or, comme nous le montrions dans une note de la Fondation Jean-Jaurès², dans la mesure où le pessimisme social semble être partagé par une part substantielle de la population française, cela constitue une réserve de voix indéniable pour Éric Zemmour.

1. George E. Marcus, *Le Citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

2. Antoine Bristielle et Tristan Guerra, *Déclinisme et nostalgie : un cocktail français*, Fondation Jean-Jaurès, 21 octobre 2021.

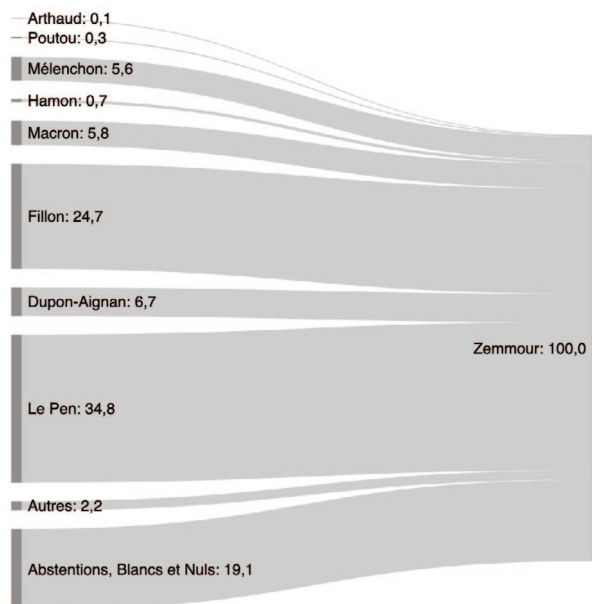
Dynamiques des transferts

De quels camps politiques proviennent les électeurs qui, à l'heure actuelle, déclarent vouloir voter pour Éric Zemmour en avril prochain ? Dans un premier temps, nous nous concentrons sur la composition politique de son électorat en général (graphique 4) puis nous proposons de zoomer sur les électeurs de Marine Le Pen et François Fillon en 2017 pour mieux situer la dynamique des transferts.

Sur 100 électeurs d'Éric Zemmour, plus d'un tiers (34 %) viennent de l'électorat de Marine Le Pen en 2017, ce qui en fait le premier réservoir de voix du polémiste. On comprend mieux la forte pression qui pèse sur la candidate du RN. Cependant, Éric Zemmour ne se contente pas d'attirer les déçus du RN et sa dynamique est largement amplifiée grâce à l'apport d'électeurs issus de la droite de gouvernement qui

s'étaient prononcés en 2017 pour le candidat LR François Fillon. Cela représente un contingent très significatif de son électorat potentiel (environ 25 %). Enfin, seulement un électeur potentiel sur dix provient de candidats situés plus à gauche que François Fillon, ce qui montre le fort tropisme droitier de la candidature d'Éric Zemmour (la droite représentant 67 % de son électorat potentiel si on ajoute les reports depuis Nicolas Dupont-Aignan). L'analyse de la composition de son électorat potentiel montre bien la capacité d'Éric Zemmour à créer un espace politique susceptible d'attirer vers lui des électeurs de la droite radicale et de la droite de gouvernement. De cette façon, il incarne plus qu'aucun autre candidat les droites en fusion. Plus surprenant, Éric Zemmour parvient semble-t-il à rassembler sur lui un électorat plus en retrait, qui déclarent s'être abstenu ou avoir voté blanc ou nul en 2017¹. Ils forment à cette heure un important contingent.

Graphique 4. Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 des électeurs qui expriment une intention de vote pour Zemmour

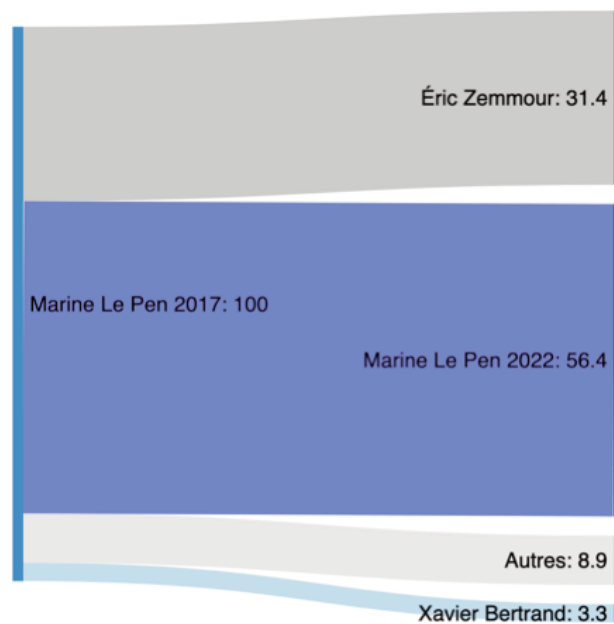


1. La question étant basé sur un « souvenir de vote », cet apport des abstentionnistes et autres est à relativiser dans la mesure où un nombre important d'électeurs ne se souviennent plus de leur vote, ou changent leur souvenir de vote en fonction de leur proximité politique actuelle.

Pour ce qui est de l'électorat de Marine Le Pen de 2017, une majorité de 56 % disent vouloir voter une nouvelle fois pour la candidate du RN. Mais c'est près d'un tiers (31 %) de son électorat qui aujourd'hui exprime une intention de vote en faveur d'Éric Zemmour. De plus, parmi les personnes qui se déclarent proches du Rassemblement national, 35 % opteraient pour le non-candidat Zemmour. Ces résultats sont particulièrement éloquentes sur la tentation d'une fraction significative de l'électorat lepéniste de se tourner vers un autre candidat dans la mesure où, il y a quelques mois de cela, l'électorat de Marine Le Pen apparaissait de loin comme le plus fidèle. Plus inquiétant encore pour Marine Le Pen, une part

significative de son électorat de 2017 (environ 17 %) n'exprime toujours pas de choix de vote, ce qui représente, tous électors confondus, le plus fort niveau d'hésitation. À l'évidence, le cadrage médiatique qui a suivi les déboires électoraux du RN lors des élections régionales, le souvenir de l'échec de Marine Le Pen lors du débat d'entre-deux-tours en 2017 et la croyance qui en résulte de l'incapacité de la candidate du RN à devenir présidente de la République ont été sans doute des leviers puissants qui nourrissent une candidature alternative dans l'espace des droites radicales. Les jeux sont donc encore pleinement ouverts pour se départager l'électorat de Marine Le Pen en 2017.

Graphique 5. Mouvements électoraux chez les électeurs de Marine Le Pen en 2017 qui expriment une intention de vote lors de l'enquête

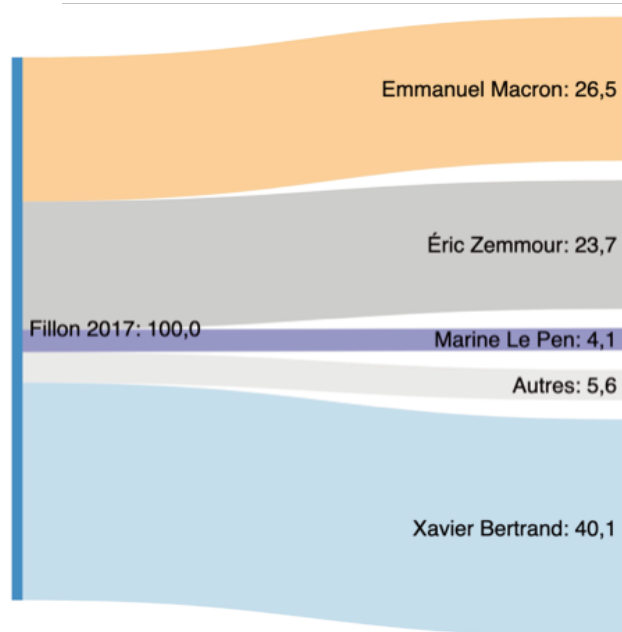


Mais que se passe-t-il donc dans l'électorat de la droite de gouvernement (graphique 6) ? Quelle est l'ampleur des électeurs séduits, à ce stade de la campagne, par l'hypothétique candidature d'Éric Zemmour ? Si 38 % des électeurs de François Fillon en 2017 s'appêtent à voter une nouvelle fois pour le candidat de LR dans l'hypothèse où Xavier Bertrand est désigné par le congrès interne du parti, 25 % se prononcent à l'heure actuelle pour Emmanuel Macron et près d'un quart (22 %) exprime une intention de vote pour Éric Zemmour à ce stade de la cam-

pagne. Si un tel mouvement se produisait, LR subirait une deuxième hémorragie en voix d'une ampleur très importante.

Il résulte de l'analyse de ces fluctuations, entre le vote en 2017 et les intentions de vote enregistrées aujourd'hui, qu'Éric Zemmour parvient à capitaliser sur la double fuite d'une fraction significative des électeurs de Marine Le Pen et de François Fillon. Cela témoigne des porosités qui existent à droite, dont nous discutons davantage dans les conclusions de la note.

Graphique 6. Mouvements électoraux chez les électeurs de François Fillon en 2017 qui expriment une intention de vote



Fermeture xénophobe et libéralisme économique tempéré

Enfin, quel est le profil idéologique des potentiels électeurs d'Éric Zemmour ? Depuis plusieurs années déjà, au cours de ses nombreuses interventions médiatiques comme dans ses écrits, Éric Zemmour n'a eu de cesse de placer la focale du débat sur les sujets qui se rapportent toujours au triptyque formé par l'immigration, l'insécurité et l'islam. C'est sans surprise auprès des citoyens qui se disent inquiets sur ces thématiques que le journaliste est le plus choisi. Éric Zemmour engrange ainsi le plus de soutien parmi ceux qui se déclarent préoccupés par l'immigration (36 %), la délinquance (28 %) et la défense de la République et de la laïcité (22 %).

Mais il est possible, à partir des données de l'enquête, de cerner avec un peu plus de finesse et de clarté le positionnement idéologique des électeurs potentiels d'Éric Zemmour.

Le premier élément qui frappe est d'abord la radicalité de son électorat sur les questions relatives à l'immigration et à l'islam. Ainsi, dans les patrons de réponses aux deux questions ayant pour but de placer les enquêtés sur un continuum xénophobie/tolérance (« Il y a trop d'immigrés en France » / « L'islam représente une menace pour la République »), l'électorat d'Éric Zemmour semble approuver des positions très dures sur l'immigration et l'islam, de façon encore plus marquée que parmi l'électorat de Marine Le Pen. Ainsi, 83 % des électeurs d'Éric Zemmour sont tout à fait d'accord avec l'idée qu'il y aurait trop d'immigrés en France (contre 35 % des Français et 78 % de ceux qui voteraient pour la candidate du RN), 81 % sont tout à fait d'accord avec l'idée que l'islam représente une menace pour la République (contre 73 % des électeurs potentiels de Marine Le Pen). L'électorat potentiel d'Éric Zemmour ne se situe donc pas à équidistance entre la droite de gouvernement et la droite radicale sur ces questions, mais bien encore plus à droite que l'extrême droite.

Le deuxième élément tient aux positionnements en matière économique. Marine Le Pen a récemment critiqué les positions ultralibérales d'Éric Zemmour

pour souligner la « grande différence » entre eux deux¹. Sur une question relative à la distribution des richesses (« Il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres »), les personnes qui se prononcent en faveur d'Éric Zemmour se montrent bien plus libérales que celles qui expriment une préférence pour Marine Le Pen. Ainsi, 37 % des personnes choisissant Zemmour souhaiteraient une plus forte redistribution, contre 58 % des Français qui choisissent Marine Le Pen et 32 % de ceux qui choisissent Xavier Bertrand. L'électorat potentiel d'Éric Zemmour est aussi rétif à davantage d'intervention de l'État dans l'économie. Ainsi, à la proposition « Il faut réduire le nombre de fonctionnaires », 58 % de ceux qui soutiennent Éric Zemmour acquiescent, contre 46 % de ceux qui choisissent Marine Le Pen et 59 % de ceux qui choisissent Xavier Bertrand. Sur ces deux aspects qui forment des piliers fondamentaux des attitudes économiques, l'électorat potentiel d'Éric Zemmour se placerait davantage du côté de celui de la droite de gouvernement, en faveur de davantage de libéralisme économique.

Le troisième élément tient sans doute dans le rapport à la mondialisation, dont la menace vient modérer le libéralisme économique des pro-Zemmour. Lorsqu'on demande aux gens s'ils estiment que, sur le plan économique, la France devrait plutôt s'ouvrir davantage, se fermer davantage ou que rien ne change, l'électorat d'Éric Zemmour semble divisé entre les deux propositions. Il s'inscrit donc ici clairement plus proche de l'électorat de Marine Le Pen que celui des candidats de LR, dont l'électorat endosse assez clairement une posture d'ouverture à l'égard de la mondialisation économique.

Conclusion

Que peut-on conclure des grandes tendances soulignées dans ce texte ?

Un candidat radical aux multiples forces

En termes de positionnement idéologique, le potentiel électorat d'Éric Zemmour se caractérise sans surprise par sa radicalité sur les questions culturelles (rapport à l'immigration et à l'islam) associée à un libéralisme économique tempéré. Il est également frappant de constater à quel point la sociologie des soutiens à Éric Zemmour est diversifiée, ce qui constitue indubitablement une vraie force. En dehors des femmes de moins de trente-cinq ans qui refusent à l'heure actuelle massivement de voter pour le polémiste, il réussit à engranger un certain niveau de soutien dans de nombreux pans de la société française. Parviendra-t-il cependant à faire la synthèse entre un électorat plutôt bourgeois et âgé des Républicains et celui plus jeune et populaire du Rassemblement national ? Pour l'heure, rien ne semble acquis.

Un « cultural backlash » à la française ?

À bien des égards, les intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour semblent représenter un *tipping point* ou un « point de bascule » qu'aurait atteint la société française pour une part significative de ses citoyens. À mesure que la révolution silencieuse se déroule, les sociétés deviennent en moyenne plus progressistes sur le plan culturel. Mais tout le monde ne se réjouit pas d'un tel changement : ceux qui s'en tiennent à des opinions plus conservatrices se sentent de plus en plus à l'écart et craignent d'être transformés en « étrangers dans leur propre pays² ». Cependant, comme les mouvements tectoniques se déroulent lentement, les groupes autrefois dominants se sentent menacés lorsqu'ils ont le sentiment d'être relégués au statut de minorité. À ce « point de bascule », la crainte pesant sur ces électeurs conservateurs déclenche des réflexes autoritaires et de radicalisation idéologique qui, à leur tour, se tradui-

1. Dinah Cohen, « Marine Le Pen juge le programme d'Éric Zemmour "marqué par un ultralibéralisme" », *Le Figaro*, 19 octobre 2021.

2. Arlie Russell Hochschild, *Strangers in Their Own Land. Anger and Mourning on the American Right*, New York, The New Press, 2016.

sent par des votes pour des candidats qui incarnent une vision du monde rétrograde, teintée parfois de populisme¹. Si cette théorie est encore âprement discutée², elle peut toutefois livrer une partie de l'explication du succès d'Éric Zemmour.

Vers la constitution d'un grand pôle conservateur identitaire ?

En 2017, la candidature d'Emmanuel Macron avait entraîné un véritable chamboulement du paysage politique. Alors que pendant le quinquennat de François Hollande, des passerelles indéniables apparaissaient entre une frange « vallsiste » du Parti socialiste et une frange « juppéiste » des Républicains, une alliance entre les deux partis était pourtant impensable. C'est la candidature hors parti d'Emmanuel Macron, aidée par son positionnement « et de gauche, et de droite » qui avait pourtant permis cette recombinaison partisane autour de son seul nom, aboutissant finalement à l'élimination du Parti socialiste et

de LR dès le premier tour de l'élection présidentielle. À bien des égards, la situation à droite à l'heure actuelle ressemble largement à celle du centre il y a cinq ans : si des convergences de fond se donnaient à voir entre l'électorat LR et l'électorat RN – nous l'avions largement montré dans une précédente note³ –, l'union des droites apparaissait pour autant impossible tant les différents appareils partisans cherchaient à conserver leur pré carré. La probable candidature d'Éric Zemmour, qui bénéficie d'une forte couverture médiatique, vient largement modifier la donne en permettant une fusion de ces électors en dehors des appareils partisans. Peut-on voir dans le soutien et les dynamiques en faveur d'Éric Zemmour les préludes de la constitution d'un grand pôle conservateur identitaire⁴ qui réunirait droite radicale et droite de gouvernement au sein d'un même ensemble partisan ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais c'est à l'heure actuelle une hypothèse envisageable.

1. Pippa Norris et Ronald Inglehart, *Cultural Backlash. Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, p. 33. Dans le cas d'Éric Zemmour, son populisme est beaucoup moins évident que les alternatives avec lesquelles il est régulièrement comparé.
2. Armin Schäfer, « Cultural Backlash? How (Not) to Explain the Rise of Authoritarian Populism », *British Journal of Political Science*, 24 septembre 2021.
3. Antoine Bristielle, Tristan Guerra et Max-Valentin Robert, 2022 : *évaluation du risque Le Pen*, Fondation Jean-Jaurès, 21 avril 2021.
4. Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

Entre inquiétude et incrédulité

Ce que pensent les Français d'Éric Zemmour

– Victoria Géraud

Membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès

Alors qu'il fait monter la pression sur l'éventualité de sa candidature aux élections présidentielles de 2022, Éric Zemmour atteint désormais 16 % des intentions de vote selon l'enquête Ipsos-Sopra-Steria menée pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et le Cevipof de Sciences Po, se plaçant ainsi devant Valérie Pécresse (10,1 %) et Xavier Bertrand (13 %), mais surtout se positionnant au coude-à-coude avec Marine Le Pen qui oscille entre 15 % et 16 % selon le candidat LR choisi. De plus en plus d'électeurs semblent donc vouloir rallier le polémiste. Mais que pensent réellement les Français d'Éric Zemmour ? L'imaginent-ils président ? Croient-ils en sa volonté de changer les choses ? Ou, au contraire, les électeurs français sont-ils inquiets de la montée en puissance dans les sondages de l'éventuel candidat Zemmour ?

Cette dernière enquête, s'intéressant aux prochaines élections présidentielles, s'est ainsi attachée à dégager les différents traits d'image des candidats déclarés ou éventuels à l'élection présidentielle pour comprendre comment ces candidats étaient perçus par les citoyens français. D'après cette enquête, Éric Zemmour semble ne convaincre qu'à moitié les électeurs sur sa volonté de changer les choses dans le pays. À la question « Zemmour veut-il vraiment changer les choses ? », les Français interrogés sont aussi nombreux à avoir répondu « non » (44,4 %) que « oui » (44,2 %). Et parmi les personnes convaincues par la volonté de Zemmour d'agir pour véritablement changer les choses, rares sont ceux qui ont pour autant une bonne image du candidat.

Le candidat non déclaré à l'élection ne dégage donc pas une image d'acteur politique sérieux pour les

Français. Ils sont d'ailleurs bien nombreux à estimer qu'Éric Zemmour n'a pas l'étoffe d'un président : ils sont 70,2 % à ne pas voir en Zemmour une figure présidentielle. Plutôt qu'un président, Zemmour est perçu comme un polémiste démagogue, et ce pour toutes les sensibilités politiques. En effet, qu'ils se considèrent de gauche (48,6 %) ou de droite (44,2 %), Zemmour reste vu comme un personnage polémiste usant de démagogie qui ne comprend pas les problèmes touchant les citoyens. Sûrement trop intéressé par certaines thématiques – les étrangers, la délinquance, la sécurité –, il ne parvient pas à se préoccuper des autres problèmes du quotidien que rencontrent les Français. Cette image de personnage déconnecté du réel de la population est aussi présente chez les personnes appartenant aux catégories sociales les plus élevées (63,1 %) que chez les inactifs (61,2 %) ou les retraités (58,9 %). Cette proportion est tout aussi grande pour les jeunes pour qui les thématiques liées à l'environnement, les discriminations ou encore la santé sont parmi les plus importantes et auxquelles Zemmour ne semble pas attacher beaucoup de valeur.

Et si Zemmour paraît donner une image de candidat plutôt bancal, il ne parvient pas non plus à calmer l'hostilité à son égard et la majorité des Français – 51,1 % – se disent toujours inquiets par le polémiste. Parmi les plus inquiets, on retrouve les personnes musulmanes, à 71,9 %, ou encore les jeunes, à 60,2 %.

Alors qui séduit-il vraiment ? Qui sont ceux que Zemmour parvient à convaincre ?

Sans grande surprise, les électeurs qui ont les meilleures représentations du candidat ne sont autres que ceux qui se considèrent comme « à droite » ou « très à droite » sur l'échiquier politique. Il s'agit, en effet, surtout des électeurs ayant voté pour le Front national ou Debout la France – le parti de Nicolas Dupont-Aignan – en 2017 qui semblent être les plus convaincus par une candidature de Zemmour. Les chiffres sont d'autant plus importants pour les électeurs ayant voté pour le Rassemblement national aux élections régionales de juin dernier. Par exemple, 71,5 % des électeurs du Rassemblement national aux élections régionales de 2021 considèrent que Zemmour veut vraiment changer les choses. Ils sont aussi les plus nombreux à estimer que Zemmour « comprend bien les problèmes des gens comme [eux] » – à 66 %. Ces chiffres augmentent dès lors que la proximité à ces partis est assumée : les électeurs proches de Debout la France sont ainsi les plus favorables à Zemmour, suivis de près par les électeurs proches du Rassemblement national. Ces électeurs dits « très à droite » sont ainsi les plus nombreux à voir en Zemmour une figure présidentielle : alors qu'ils ne sont que 11,2 % parmi les électeurs de gauche, ils sont 66,5 % parmi les électeurs « très à droite ». Ce chiffre redescend à 47,6 % parmi ceux qui se disent « à droite », témoignant ainsi de la plus grande capacité de Zemmour à rassembler autour de lui des électeurs d'extrême droite.

Ce sont d'ailleurs les électeurs qui se disent « radicaux » ou « très radicaux » dans leurs idées qui sont les plus susceptibles d'avoir de bonnes impressions d'Éric Zemmour. Car si les électeurs qui se déclarent « très modérés » et « modérés » dans leurs idées ne sont que 6,3 % à voir en Zemmour un potentiel président, ce chiffre monte à 49,8 % parmi ceux qui déclarent avoir des idées « très radicales ». Et lorsque l'on pose la question de la capacité de Zemmour à « comprendre les problèmes des gens comme [eux] », ces chiffres augmentent encore : 61 % des personnes interrogées ayant le sentiment d'avoir des idées très radicales estiment que Zemmour comprend bien leurs problèmes.

Ces résultats sont peu étonnants quand on s'attarde sur les enjeux auxquels ces électeurs sont les plus at-

tachés : la délinquance, l'immigration, le terrorisme et la défense de la République et de la laïcité sont les thématiques les plus majoritairement mentionnées par les personnes ayant une opinion favorable de Zemmour. Par exemple, 67 % des personnes inquiètes par l'immigration estiment que Zemmour veut vraiment changer les choses. Ces taux oscillent entre 50 % et 58 % pour les autres thématiques citées précédemment. Or, celles-ci sont toutes autant de thématiques largement mobilisées par l'extrême droite pour séduire son électorat. Tandis que ceux qui croient en la justice sociale (69,5 %), qui sont préoccupés par la question de l'environnement (70,4 %) ou les discriminations (78,6 %) sont aussi les plus inquiets vis-à-vis de Zemmour. Et ils sont beaucoup, parmi ces derniers, à estimer qu'il « ne comprend pas bien [leurs] problèmes » (entre 58 % et 74 %). Ce sont donc surtout les électeurs de gauche – réunissant le Parti socialiste, La France insoumise et les Verts – qui se trouvent être les plus hostiles au candidat polémiste.

Les Français considèrent ainsi majoritairement Zemmour comme un candidat de droite ou d'extrême droite qui ne parvient pas à convaincre sur sa capacité d'action. Les électeurs du Rassemblement national et de Debout la France sont ceux ayant répondu le plus favorablement à chaque représentation de Zemmour proposée par l'enquête. Ils sont le plus souvent issus des grandes villes d'Île-de-France ou de Provence-Alpes-Côte d'Azur, régions qui ont été séduites par le Rassemblement national aux dernières élections locales. Mais les électeurs restent cependant lucides quant à une candidature d'Éric Zemmour. Malgré de hauts scores dans les sondages d'intention de vote, ils restent majoritaires à ne pas croire en lui, qu'il s'agisse de sa volonté politique ou de sa capacité à présider le pays. Plus que cela, l'inquiétude des Français face à Zemmour reste incontestable. Les Français interrogés sont non seulement hostiles à Zemmour – Zemmour renvoyant une image de candidat déconnecté de la réalité des Français, mais aussi incapable de gouverner le pays –, mais sont aussi craintifs quant à une possible candidature de sa part.

Table

des matières

- 03 Éric Zemmour, une percée et des limites
 – **Gilles Finchelstein** – **Brice Teinturier**
- 05 De quoi Zemmour est-il le nom ?
 – **Milo Lévy-Bruhl** – **Frédéric Potier**
- 09 La secousse Zemmour
 – **Raphaël Llorca**
- 15 Feu de paille médiatique ou embrasement démocratique ?
 – **Mathieu Souquière**
- 19 L'illusoire demande de radicalité
 – **Gilles Finchelstein** – **Brice Teinturier**
- 23 Radiographie de l'électorat potentiel d'Éric Zemmour
 – **Antoine Bristielle** – **Tristan Guerra**
- 33 Entre inquiétude et incrédulité
 – **Victoria Géraut**

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org